



Envoyé en préfecture le 31/03/2026

Reçu en préfecture le 31/03/2026

Publié le **16 AVR. 2026** S<sup>2</sup>LO

ID : 076-217604479-20260331-M\_A26\_1571-AI

ARRETE N° 2026-227

**VILLE DE MONTIVILLIERS**  
PERSONNEL MUNICIPAL  
Arrêté de délégation de signatures

**Monsieur Michaël CEP**  
Animateur principal de 1<sup>ère</sup> classe

Monsieur le Maire de la Ville de Montivilliers, Jérôme DUBOST,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 20 mars 2026, relative à l'élection du Maire de Montivilliers,

Vu l'arrêté portant délégation de fonctions et de signature du maire aux adjoints et aux conseillers municipaux de la ville de Montivilliers,

Vu l'arrêté donnant délégation de signature du maire à Madame Hélène DUVAL, Directrice générale des services de la ville de Montivilliers,

Vu l'arrêté nommant Monsieur Michaël CEP pour assurer les fonctions de Responsable du service « Education Enfance Jeunesse » de la ville de Montivilliers,

**ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : Délégation est donnée, sous ma surveillance et ma responsabilité, à **Monsieur Michaël CEP**, Animateur principal de 1<sup>ère</sup> classe titulaire, Responsable du service « Education Enfance Jeunesse », pour signer les bons de commande pour un montant unitaire inférieur à 1000 euros et les factures attestant du service fait rattachés au code gestionnaire 107SJ regroupant, notamment, le domaine d'activité suivant :

Sous fonctions :

- 01 – Opérations non ventilables
- 024 – Aide aux associations (non classées ailleurs)
- 211 – Ecoles maternelles
- 212 – Ecoles primaires
- 213 – Classes regroupées
- 281 – Hébergement et restauration scolaires
- 283 – Médecine scolaire
- 331 – Centres de loisirs
- 338 – Autres activités pour les jeunes
- 4214 – Adolescence
- 4228 – Autres actions en faveur de la petite enfance

**Article 2 :** Le présent arrêté de délégation de signature, abroge le précédent arrêté et prendra effet dès sa transmission au contrôle de légalité,

**Article 3 :** Conformément aux dispositions des articles R. 421-1 à R.421-5 du code de la justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4 :** La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié et notifié à l'intéressé,
- Transmis au Contrôle de légalité,
- Transmis au Comptable public.

Fait à Montivilliers, le 23 mars 2026

Le Maire,  
Jérôme DUBOST



Notifié le 3/04/26  
Signature de l'agent

